



DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL : ANALYSE DES ENTITES TERRITORIALES DECENTRALISEES DU KASAÏ CENTRAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Albert BASUKULAYI¹ et Gilbert MUNDADI¹

1. Institut Supérieur de Développement Rural de TSHIBASHI, Province du Kasai Central

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.21343424>

I. INTRODUCTION

La décentralisation constitue l'une des principales réformes de gouvernance en République Démocratique du Congo (RDC). Consacrée par la Constitution du 18 février 2006, elle vise à rapprocher l'administration des citoyens, à promouvoir la participation locale et à favoriser le développement des Entités Territoriales Décentralisées (ETD). À travers le transfert de compétences administratives, politiques et financières aux collectivités locales, cette réforme entend améliorer la gestion des affaires publiques et répondre plus efficacement aux besoins des populations (Constitution de la RDC, 2006 ; Tshiyembe, 2012). Selon Olowu et Wunsch (2004), la décentralisation constitue un instrument important de gouvernance locale susceptible de renforcer la démocratie participative et d'améliorer la prestation des services publics.

Cependant, malgré les avancées juridiques et institutionnelles enregistrées, les résultats attendus de la décentralisation demeurent mitigés. De nombreuses ETD continuent de faire face à des contraintes telles que l'insuffisance des ressources financières, la faiblesse des capacités administratives, la faible mobilisation des recettes locales et une participation citoyenne limitée. Ces difficultés réduisent leur capacité à assurer pleinement leur mission de développement local. À cet égard, Boshab (2010) souligne que l'effectivité de la décentralisation en RDC reste freinée par le faible transfert des ressources et la dépendance persistante des entités locales vis-à-vis du pouvoir central. De même, Smoke (2003) estime que la réussite de la décentralisation dépend largement de la disponibilité des moyens financiers et institutionnels mis à la disposition des collectivités territoriales.

La province du Kasai Central illustre cette réalité. Malgré l'existence des structures décentralisées, plusieurs défis persistent, notamment le déficit d'infrastructures socio-économiques, la pauvreté rurale, l'accès limité aux services sociaux de base et les difficultés de gouvernance locale. Ces contraintes compromettent les efforts de développement et soulèvent des interrogations sur la contribution réelle de la décentralisation au développement local. Selon Crook (2003), les faiblesses institutionnelles et

les problèmes de gouvernance constituent des obstacles majeurs à l'efficacité des réformes de décentralisation dans plusieurs pays africains.

Dès lors, cette étude cherche à répondre à la question suivante : **dans quelle mesure la décentralisation contribue-t-elle au développement local des Entités Territoriales Décentralisées du Kasai Central ?** L'objectif est d'analyser le fonctionnement de la décentralisation dans ces entités, d'identifier les contraintes qui limitent son efficacité et de proposer des pistes susceptibles de renforcer la gouvernance locale et le développement territorial.

II. MÉTHODOLOGIE

2.1. Présentation du champ d'étude

2.1.1. République Démocratique du Congo

La République Démocratique du Congo (RDC), située en Afrique centrale, couvre une superficie de 2 345 409 km², ce qui en fait l'un des plus vastes pays du continent. Elle est subdivisée en 26 provinces et compte une population estimée à plus de 100 millions d'habitants. Malgré d'importantes ressources naturelles, la RDC demeure confrontée à de nombreux défis de développement, notamment la pauvreté, l'insuffisance des infrastructures et les difficultés de gouvernance. Dans ce contexte, la décentralisation constitue un mécanisme privilégié pour promouvoir le développement local et améliorer la gestion des affaires publiques.

2.1.2. Province du Kasai Central

Issue du démembrement de l'ancien Kasai-Occidental en 2015, la province du Kasai Central a pour chef-lieu la ville de Kananga. Située au centre-sud de la RDC, elle couvre une superficie de 59 111 km² et compte environ 4,9 millions d'habitants. Elle comprend cinq territoires (Demba, Dibaya, Dimbelenge, Kazumba et Luiza) ainsi que la ville de Kananga.

L'économie provinciale repose principalement sur l'agriculture, l'élevage, le petit commerce et l'exploitation artisanale des ressources minières, notamment le diamant et l'or. Toutefois, la province fait face à plusieurs contraintes de développement, notamment la pauvreté, l'insuffisance des infrastructures socio-économiques, le faible accès aux services sociaux de base et les séquelles du conflit Kamuina Nsapu survenu entre 2016 et 2017.

Malgré son important potentiel agricole, minier et humain, le Kasai Central demeure confronté à des défis de gouvernance locale et de développement territorial, ce qui en fait un cadre pertinent pour analyser la contribution de la décentralisation au développement des Entités Territoriales Décentralisées (ETD).

Cette étude a adopté une approche mixte combinant des méthodes qualitatives et quantitatives afin d'analyser la contribution de la décentralisation au développement local dans les Entités Territoriales Décentralisées (ETD) du Kasai Central. Selon Creswell et Plano Clark (2018), l'approche mixte permet de mieux comprendre un phénomène en combinant les avantages des données qualitatives et quantitatives.

La recherche est à la fois descriptive et analytique. Comme le souligne Grawitz (2001), la recherche descriptive vise à présenter les caractéristiques d'un phénomène, tandis que la recherche analytique cherche à en expliquer les causes et les effets. Dans cette perspective, l'étude décrit le fonctionnement de la décentralisation dans les ETD et analyse son impact sur le développement local ainsi que les contraintes qui limitent son efficacité.

La population d'étude est constituée des autorités politico-administratives, des agents des ETD, des représentants de la société civile, des opérateurs économiques et des habitants de la province. L'échantillon comprenait 35 participants pour l'enquête qualitative, sélectionnés de manière raisonnée en fonction de leur expérience et de leur implication dans la gestion locale, ainsi que 120 enquêtés pour l'enquête quantitative.

Les données ont été collectées à l'aide d'entretiens semi-directifs, de questionnaires, de l'observation directe et de l'analyse documentaire. Les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse de contenu, tandis que les données quantitatives ont été traitées à l'aide de statistiques descriptives simples (fréquences et pourcentages). Enfin, les principes éthiques de consentement éclairé, de confidentialité et d'anonymat ont été respectés tout au long de la recherche.

III. RÉSULTATS

3.1. Données quantitatives

Les données quantitatives recueillies auprès de 120 enquêtés mettent en évidence les principales tendances relatives à la mise en œuvre de la décentralisation et à son impact sur le développement local.

3.1.1. Mise en œuvre de la décentralisation dans les ETD du Kasaï Central

Tableau 1. Appréciation de la mise en œuvre de la décentralisation (n = 120)

Indicateurs	Modalité dominante	Pourcentage (%)
Autonomie administrative	Autonomie partielle ou faible	85,0
Participation citoyenne	Faible participation	60,0
Transfert des compétences et moyens	Insuffisant ou partiel	87,5

Les résultats indiquent que la mise en œuvre de la décentralisation demeure limitée. La majorité des enquêtés estime que les ETD ne disposent pas d'une autonomie suffisante et que le transfert des compétences ainsi que la participation citoyenne restent faibles.

3.1.2. Contribution de la décentralisation au développement local

Tableau 2. Contribution de la décentralisation au développement local (n = 120)

Indicateurs	Modalité dominante	Pourcentage (%)
Mobilisation des recettes locales	Faible mobilisation	70,0
Participation communautaire au développement	Faible participation	60,0
Réalisations en infrastructures et services sociaux	Contribution limitée	Majoritaire

Les données montrent que les ETD ont réalisé certaines infrastructures administratives, scolaires et sanitaires. Toutefois, l'insuffisance des ressources financières et la faiblesse de la mobilisation communautaire limitent leur impact sur le développement local.

3.1.3. Contraintes à l'efficacité des ETD

Tableau 3. Principales contraintes identifiées (n = 120)

Contraintes	Pourcentage (%)
Mauvaise gouvernance locale	55,0
Fortes interférences politiques	55,0
Transfert insuffisant des compétences et moyens	52,5
Faibles capacités techniques	Constat qualitatif récurrent
Insuffisance des ressources financières	Constat qualitatif récurrent

Les résultats révèlent que la gouvernance locale, les interférences politiques, l'insuffisance des ressources financières et les faibles capacités techniques constituent les principaux obstacles à l'efficacité des ETD.

3.1.4. Synthèse des résultats

L'analyse croisée des données qualitatives et quantitatives montre que la décentralisation a permis un rapprochement de l'administration des populations et quelques avancées en matière de développement local. Néanmoins, ses effets demeurent limités en raison de la faible autonomie des ETD, de l'insuffisance des ressources financières, des déficits de gouvernance et de la faible participation citoyenne. Ces contraintes réduisent considérablement la capacité des ETD du Kasaï Central à promouvoir un développement local durable.

3.2. Données qualitatives

Les entretiens réalisés auprès de 35 acteurs locaux (autorités politico-administratives, agents des ETD, représentants de la société civile, chefs locaux et opérateurs économiques) ont permis de mieux comprendre les réalités de terrain liées à la décentralisation.

Les participants reconnaissent que les ETD fonctionnent conformément au cadre légal de la décentralisation. Toutefois, ils soulignent que l'application des textes reste partielle en raison de l'insuffisance des ressources financières, du faible transfert des compétences et de la dépendance persistante vis-à-vis des instances supérieures.

Les enquêtés indiquent également que la participation citoyenne demeure faible et que les populations sont rarement associées aux décisions stratégiques relatives au développement local. Selon plusieurs répondants, les consultations communautaires restent ponctuelles et peu institutionnalisées.

Concernant le développement local, les acteurs interrogés reconnaissent l'existence de quelques réalisations dans les domaines administratif, éducatif et sanitaire. Cependant, ces acquis sont jugés insuffisants au regard des besoins croissants des populations. Le manque de financement, la faiblesse des recettes locales et l'insuffisance des infrastructures de base figurent parmi les principales contraintes évoquées.

Enfin, les entretiens révèlent plusieurs difficultés structurelles affectant l'efficacité des ETD, notamment la mauvaise gouvernance, les interférences politiques, le manque de personnel qualifié et l'insuffisance des mécanismes de contrôle et de redevabilité.

3.3. Synthèse des résultats

L'analyse croisée des données quantitatives et qualitatives révèle une convergence des résultats. Bien que la décentralisation ait permis un rapprochement de l'administration des populations et favorisé certaines initiatives locales, son impact sur le développement local demeure limité.

Cette situation s'explique principalement par la faiblesse des ressources financières, le transfert insuffisant des compétences, les problèmes de gouvernance et la faible participation citoyenne.

IV. DISCUSSION

Les résultats de cette étude montrent que la mise en œuvre de la décentralisation dans les ETD du Kasai Central demeure confrontée à de nombreuses contraintes qui limitent sa contribution au développement local. Les données quantitatives révèlent que 85 % des enquêtés estiment que l'autonomie administrative des ETD reste faible ou partielle, tandis que 87,5 % considèrent que le transfert des compétences et des moyens demeure insuffisant. Ces résultats corroborent les observations qualitatives selon lesquelles plusieurs décisions administratives et financières continuent d'être influencées par les niveaux supérieurs de gouvernance.

Ces constats rejoignent les analyses de Boshab (2010), qui souligne que l'effectivité de la décentralisation en République Démocratique du Congo reste limitée par le faible transfert des ressources financières et par la dépendance persistante des entités locales vis-à-vis du pouvoir central. De même, Smoke (2003) soutient que la décentralisation ne peut produire les résultats attendus que lorsque le transfert des compétences est accompagné de ressources financières et humaines adéquates.

La participation citoyenne apparaît également comme un défi majeur. Les résultats quantitatifs montrent que 60 % des enquêtés jugent la participation de la population faible, tandis que les données qualitatives indiquent que les consultations communautaires demeurent occasionnelles et peu structurées. Ces observations confirment les travaux de Tocqueville (1986), selon lesquels la participation des citoyens constitue un élément fondamental de la démocratie locale et du développement communautaire. En l'absence d'une implication effective des populations, les politiques locales risquent de répondre imparfaitement aux besoins réels des communautés.

S'agissant de la contribution de la décentralisation au développement local, les résultats montrent l'existence de quelques réalisations dans les secteurs administratif, éducatif et sanitaire. Toutefois, ces avancées restent insuffisantes face aux besoins de la population. La faible mobilisation des recettes locales, signalée par 70 % des enquêtés, limite considérablement les capacités d'investissement des ETD. Cette situation confirme les analyses de Rondinelli (1981), selon lesquelles l'efficacité de la décentralisation dépend largement de la capacité des collectivités locales à mobiliser et gérer leurs propres ressources.

Par ailleurs, les résultats mettent en évidence plusieurs contraintes structurelles, notamment la mauvaise gouvernance locale, les interférences politiques et l'insuffisance des capacités techniques. Plus de la moitié des enquêtés (55 %) considèrent que la gouvernance locale est mauvaise et que les interférences politiques demeurent importantes. Ces constats rejoignent les conclusions de Crook (2003), qui identifie la faiblesse institutionnelle, la gouvernance déficiente et les influences politiques comme des obstacles récurrents à la réussite des réformes de décentralisation dans plusieurs pays africains.

Enfin, l'analyse croisée des données quantitatives et qualitatives montre que la décentralisation a permis un rapprochement relatif de l'administration des citoyens et une meilleure prise en compte des réalités locales. Toutefois, son impact sur le développement local reste globalement faible à modéré. Ce résultat est cohérent avec les travaux d'Olowu et Wunsch (2004), qui estiment que la décentralisation ne favorise le développement local que lorsqu'elle s'accompagne d'une autonomie réelle, d'une gouvernance efficace et d'une participation active des populations.

Ainsi, les résultats de cette étude démontrent que la décentralisation au Kasai Central dispose d'un cadre juridique favorable, mais que son efficacité demeure limitée par des contraintes financières, institutionnelles, techniques et politiques. Le renforcement de l'autonomie des ETD, l'amélioration de la gouvernance locale et la promotion de la participation citoyenne apparaissent dès lors comme des conditions essentielles pour faire de la décentralisation un véritable levier de développement local.

V. BIBLIOGRAPHIE

- [1] Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu* (2e éd.). Presses Universitaires de France.
- [2] Boshab, E. (2010). *La décentralisation territoriale en République Démocratique du Congo : Réformes et défis institutionnels*. Éditions Universitaires Africaines.
- [3] Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, telle que modifiée à ce jour.
- [4] Crook, R. C. (2003). Decentralisation and poverty reduction in Africa: The politics of local–central relations. *Public Administration and Development*, 23(1), 77–88. <https://doi.org/10.1002/pad.261>
- [5] Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2018). *Designing and conducting mixed methods research* (3rd ed.). SAGE Publications.
- [6] Grawitz, M. (2001). *Méthodes des sciences sociales* (11e éd.). Dalloz.
- [7] Mukoka, N. (2018). *Décentralisation et gouvernance locale en République Démocratique du Congo*. L'Harmattan.
- [8] Mucchielli, A. (2009). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales* (3e éd.). Armand Colin.
- [9] Olowu, D., & Wunsch, J. S. (2004). *Local governance in Africa: The challenges of democratic decentralization*. Lynne Rienner Publishers.
- [10] Pourtois, J.-P., & Desmet, H. (2011). *Épistémologie et instrumentation en sciences humaines* (4e éd.). Mardaga.
- [11] Prud'homme, R. (1995). The dangers of decentralization. *The World Bank Research Observer*, 10(2), 201–220. <https://doi.org/10.1093/wbro/10.2.201>
- [12] Quivy, R., & Van Campenhoudt, L. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales* (4e éd.). Dunod.
- [13] Rondinelli, D. A. (1981). Government decentralization in comparative perspective: Theory and practice in developing countries. *International Review of Administrative Sciences*, 47(2), 133–145. <https://doi.org/10.1177/002085238104700205>
- [14] Smoke, P. (2003). Decentralisation in Africa: Goals, dimensions, myths and challenges. *Public Administration and Development*, 23(1), 7–16. <https://doi.org/10.1002/pad.255>
- [15] Tocqueville, A. de. (1986). *De la démocratie en Amérique* (Tomes 1–2). Gallimard. (Œuvre originale publiée en 1835–1840).
- [16] Tshiyembe, M. (2012). *Gouvernance et décentralisation en République Démocratique du Congo*. L'Harmattan.
- [17] World Bank. (2015). *Decentralization and local governance in fragile and conflict-affected situations*. World Bank Publications.

